Zoom sur ...

L'évolution de 2012 à 2013 des affaires AGS créées

Evolution

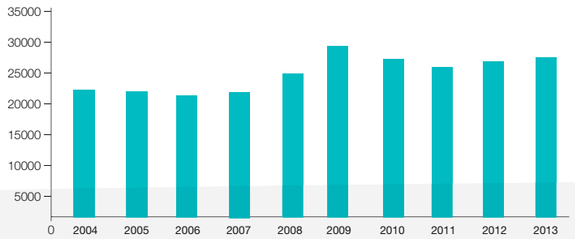
Une hausse des affaires AGS créées

Avec 27 972 affaires créées, le nombre de défaillances d'entreprises pour lesquelles l'AGS a enregistré une première demande d'avance en 2013 a progressé de +3,6% par rapport à 2012. Sur la dernière décennie, ce nombre a fortement augmenté en 2009 sous l'effet de la crise (+21,3%), avant de reculer quelque peu sur les deux années suivantes tout en restant à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés sur la période 2004-2008.

L'évolution entre 2012 et 2013 du nombre d'affaires créées apparaît contrastée selon les secteurs d'activité. Le secteur de l'hébergement et restauration a connu la hausse la plus importante (+10,6%) devant les autres activités de services (+10,1%) et l'information et communication (+9,0%). A contrario, les baisses les plus marquées ont été relevées dans l'enseignement, santé, action sociale (-4,3%) et les transports (-4,0%).

Le nombre d'affaires AGS relatives à des sociétés commerciales et créées en 2013 est en augmentation de +5,0% par rapport à 2012. Parmi celles-ci, les affaires rattachées à des SARL unipersonnelles sont quasi stables en volume alors que celles afférentes aux autres SARL progressent de +4,2%. Les affaires portant sur les artisans et artisans-commerçants sont pour leur part en diminution (-4,4%).

Evolution du nombre d'affaires AGS créées de 2004 à 2013



Source. Délégation Unédic AGS

Définition. Le nombre d'affaires créées au cours d'une période correspond au nombre d'affaires avec une première demande d'avance saisie sur la période (indépendamment de la date de jugement d'ouverture qui peut être antérieure à la période étudiée).

A noter

Progression constatée dans la plupart des régions

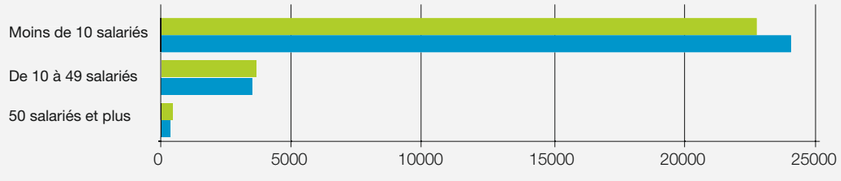
En 2013, le nombre d'affaires créées s'est accru par rapport à 2012 dans une grande majorité des régions (21 sur 26). La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui présente le deuxième plus haut niveau d'affaires créées après l'Ile-de-France, a cependant vu ce nombre diminué l'année passée (-6,0%). Les régions qui ont enregistré les plus fortes progressions en proportion sont la Corse (+25,5%), la Réunion (+18,9%), la Guadeloupe (+17,9%), la Haute-Normandie (+15,8%) et les Pays de la Loire (+14,7%).

Fait marquant

Seules progressent les affaires créées pour des entreprises de moins de 10 salariés

En comparaison de 2012, seules les affaires créées pour des entreprises de moins de 10 salariés ont augmenté en 2013 (+5,5%). Dans le même temps, les affaires créées pour des entreprises de 10 à 49 salariés se sont repliées de -7,4% alors que celles relatives à des entreprises de 50 salariés et plus ont reculé de -2,7%. A l'intérieur de cette dernière tranche, le nombre d'affaires créées pour des entreprises de 100 salariés et plus a baissé de -4,6%.

Répartition des affaires créées en 2012 et 2013 selon la taille des entreprises



Source. Délégation Unédic AGS

Délégation Unédic Ags

Plus d'informations sur la garantie des salaires, la Délégation Unédic AGS, les statistiques annuelles, trimestrielles et mensuelles sur Internet :

www.ags-garantie-salaires.org

Délégation Unédic AGS - 50, boulevard Haussmann - 75009 Paris
Tél. : 01 55 50 23 00 - Fax : 01 56 02 65 56
E.mail : ags-dn@delegation-ags.fr

Stat'ags – Le Bulletin Statistique Trimestriel de la garantie des salaires – n°3 – janvier 2014. Edité par la Délégation Unédic AGS, 50, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Directeur de la publication : Thierry Méteyé, Directeur national – Réalisation : Département Etudes & Statistiques – Diffusion : Service Communication – Imprimeur : Ateliers Industria, 4 rue Roger Bacon, 75017 Paris – 900 exemplaires - gratuit - Conception/réalisation : HCP Groupe – Dépôt légal – n°ISSN 2268-7769.

stat'ags

Le Bulletin Statistique Trimestriel
de la garantie des salaires

N°3
JANVIER
2014

Faits marquants

Ce bulletin d'information vous présente des statistiques exclusives sur la garantie des salaires et les activités de l'AGS dans le cadre des procédures collectives. Les évolutions chiffrées sont indiquées sur 12 mois glissants, c'est-à-dire les 12 derniers mois arrêtés à la fin du 3e trimestre et du 4e trimestre 2013, afin de fournir des résultats qui tiennent compte des délais nécessaires à la transmission des informations entre les différents intervenants des procédures collectives et à leur enregistrement.

Poursuite de l'augmentation des interventions AGS

L'année 2013 a été une année noire en matière de défaillances d'entreprises. Comme le constate la société Altarès dans son bilan publié début janvier, leur nombre s'est accru de +3,0% par rapport à 2012 et se place à un niveau proche de celui enregistré en 2009 : le nombre d'emplois menacés est même supérieur à celui de 2009. Cette hausse des défaillances a des répercussions sur l'évolution des principaux indicateurs d'activité de l'AGS, et notamment sur le nombre d'interventions qui ne cesse pas de s'amplifier.

L'augmentation du nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire s'établit à +5,6% à fin septembre 2013. Dans le même temps, le nombre d'interventions en procédure de sauvegarde a connu un accroissement de +9,8%. Au regard des chiffres provisoires du 4e trimestre 2013, cette tendance à la hausse devrait se confirmer, et ce quel que soit le type de procédure.

Débutée au 1er trimestre 2012, la progression du nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS sur 12 mois glissants se poursuit : elle s'établit à +3,0% entre 2012 et 2013.

Niveau record des avances en 2013

Dans ce contexte, le montant global avancé en 2013 s'est accru de +5,4% par rapport à 2012 pour atteindre les 2,190 milliards d'euros, soit un niveau supérieur à celui de 2009 (2,110 milliards d'euros) et encore jamais atteint à ce jour dans l'histoire de l'AGS. Sur l'année passée, avec un montant récupéré de 718,1 millions d'euros, les récupérations ont diminué de -0,8% par rapport à 2012 mais restent élevées.
Compte tenu des incertitudes sur la situation économique, le taux de cotisation a été maintenu à 0,30% par le Conseil d'administration de l'AGS du 11 décembre 2013.

Thierry Méteyé
Directeur national de la Délégation Unédic AGS

Indicateurs

Dépenses et encaissements de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1er janvier au 31 décembre 2013

Avances	Récupérations	Bénéficiaires
2 186,5 M€	718,1 M€	285 719 salariés
+5,4%	-0,8%	+3,0%

Evolution des procédures collectives avec intervention de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013

Liquidations judiciaires	Redressements judiciaires
14 682 affaires AGS ouvertes	9 836 affaires AGS ouvertes
+8,1%	+2,0%

Montant des cotisations

sur 12 mois glissants : du 1er janvier au 31 décembre 2013

Cotisations	Taux de cotisation
1421,6 M€	0,30%
	(depuis le 1er avril 2011)

Evolution des procédures de sauvegarde

sur 12 mois glissants : du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013

Sauvegardes
1 608 procédures
+7,7%

Affaires ouvertes

Evolution du nombre d'affaires ouvertes au titre de la garantie AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire

Statistiques

Nombre d'affaires AGS ouvertes	Données au 3e trimestre 2013						Données provisoires au 4e trimestre 2013				
	Juillet	Août	Sept.	Cumul 3e trim. 2013	Cumul 12 mois glissants	Evolution annuelle 12 mois glissants	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul 4e trim. 2013	Cumul 12 mois glissants
Liquidation Judiciaire d'office	1 317	498	1 303	3 118	14 682	+8,1%	1 237	852	379	2 468	13 241
Redressement Judiciaire	924	253	790	1 967	9 836	+2,0%	842	660	346	1 848	8 851
Total	**2 241**	**751**	**2 093**	**5 085**	**24 518**	**+5,6%**	**2 079**	**1 512**	**725**	**4 316**	**22 092**

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 31 décembre 2013).

Champ. Les statistiques sur les affaires ouvertes au titre de la garantie AGS une période donnée (trimestre ou année) concernent les entreprises défaillantes pour lesquelles le jugement d'ouverture d'une procédure collective (liquidation judiciaire d'office ou redressement judiciaire) a été prononcé au cours de la période et qui ont fait l'objet d'une demande d'avance au 31 décembre 2013. **Avertissement.** Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer, essentiellement pour le 4e trimestre 2013, en raison de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peut être postérieure à la date d'arrêté des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

Faits marquants

Augmentation du nombre d'affaires AGS ouvertes sur 12 mois glissants

Le nombre d'interventions AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire continue de progresser avec une évolution annuelle de +5,6% à la fin du 3e trimestre 2013 contre +3,9% à la fin du 2e trimestre et +2,3% à la fin du 1er trimestre.

Cette hausse reste plus prononcée pour les liquidations judiciaires dont l'accroissement est supérieur de 6 points fin septembre 2013 à celui des redressements judiciaires.

Tendance

Vers une poursuite de la hausse du nombre d'affaires AGS ouvertes

Les chiffres provisoires du 4e trimestre 2013 (arrêtés au 31 décembre 2013) indiquent un probable maintien de la tendance à la hausse du nombre d'interventions AGS en liquidation judiciaire d'office et en redressement judiciaire : 22 092 affaires ont déjà été ouvertes sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +3,7% par rapport aux données provisoires des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 31 décembre 2012).

Focus

Plus de 70% des interventions AGS concernent des entreprises au statut SARL

A la fin du 4e trimestre 2013, 85,1% des affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois sont relatives à des sociétés commerciales. 73,2% des interventions portent plus spécifiquement sur des SARL (incluant les SARL unipersonnelles), part supérieure à leur représentativité dans le total des entreprises toutes formes juridiques confondues. La proportion des artisans et artisans-commerçants s'établit quant à elle à 5,4%.

Cartographie régionale

Nombre d'affaires AGS ouvertes en RJ et LJO par région au 31 décembre 2013 (sur 12 mois glissants)

Les régions où le nombre d'affaires AGS ouvertes sur les 12 derniers mois (données provisoires) est le plus élevé sont l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Nord-Pas-de-Calais. Par ailleurs, la proportion de liquidations judiciaires d'office dans ces procédures est prédominante dans la quasi-totalité des régions, à l'exception de la Basse-Normandie, de la Guyane, de la Bourgogne et de la Corse qui ont une part de redressements judiciaires supérieure ou égale à 50% sur la période.

Procédures de sauvegarde

Evolution du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes et d'interventions AGS en procédure de sauvegarde

Statistiques

	Données au 3e trimestre 2013						Données provisoires au 4e trimestre 2013				
	Juillet	Août	Sept.	Cumul 3e trim. 2013	Cumul 12 mois glissants	Evolution annuelle 12 mois glissants	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul 4e trim. 2013	Cumul 12 mois glissants
Procédures de sauvegarde *	183	56	127	366	1 608	+7,7%	160	126	129	415	1 619
Dont interventions de l'AGS **	19	4	11	34	314	+9,8%	7	3	0	10	206

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 31 décembre 2013).

Avertissement. Ces statistiques sont susceptibles d'évoluer en raison des délais suivants : * la publication de la procédure de sauvegarde par le Greffe peut être postérieure à la date d'arrêté des données ; ** la conversion en redressement ou liquidation judiciaire et la transmission des relevés de créance par le mandataire judiciaire à la Délégation Unédic AGS peuvent être postérieures à la date d'arrêté des données. Même si elles ne sont pas totalement figées, les évolutions fournies sur 12 mois glissants indiquent des tendances fiables.

Faits marquants

Hausse du nombre de procédures de sauvegarde sur 12 mois glissants

Avec une évolution annuelle de +7,7% à fin septembre 2013 contre +8,4% à fin juin 2013 et +12,7% à fin mars 2013, l'augmentation du nombre de sauvegardes sur 12 mois glissants se poursuit mais à un rythme en ralentissement. Le nombre de ces procédures ayant fait l'objet d'une intervention de l'AGS suit une tendance similaire : +9,8% à fin septembre 2013 contre +10,3% à fin juin 2013 et +19,4% à fin mars 2013.

Sur les 34 interventions de l'AGS dans des procédures de sauvegarde ouvertes au 3e trimestre 2013, 16 ont été réalisées pendant la période d'observation.

Sur les 12 mois arrêtés à la fin du 3e trimestre 2013, les régions cumulant le plus grand nombre d'interventions AGS en procédure de sauvegarde sont l'Ile-de-France avec 14,5% des interventions, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 13,5% et Rhône-Alpes avec 9,8%.

Tendance

Vers une poursuite de l'augmentation du nombre de procédures de sauvegarde

Au vu des chiffres provisoires du 4e trimestre 2013 (arrêtés au 31 décembre 2013), le nombre de sauvegardes devrait continuer à augmenter : 1 619 procédures ont déjà été ouvertes et recensées sur les 12 derniers mois, soit une hausse de +7,6% par rapport aux données des 12 mois précédents (chiffres arrêtés au 31 décembre 2012).

Salariés

Evolution du nombre de salariés ayant nécessité l'intervention de la garantie AGS et du nombre de licenciements

Statistiques

Nombre de bénéficiaires de la garantie AGS	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul 4e trim. 2013	Cumul 12 mois glissants	Evolution annuelle 12 mois glissants
	20 339	24 673	19 606	64 618	285 719	+3,0%

Source. Délégation Unédic AGS.

Nombre de licenciements dans les affaires AGS	Juillet	Août	Sept.	Cumul 3e trim. 2013	Cumul 12 mois glissants	Evolution annuelle 12 mois glissants
	13 267	10 258	6 736	30 261	133 854	+6,2%

Source. Délégation Unédic AGS (données arrêtées au 31 décembre 2013).

Avertissement. Les statistiques sur le nombre de licenciements sont susceptibles d'évoluer en raison du délai d'établissement et de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peuvent être postérieurs à la date d'arrêté des données. Ces chiffres ne s'analysent définitivement qu'avec un recul de 6 mois minimum.

Bénéficiaires : salariés ayant reçu au moins un paiement au titre de la garantie des salaires au cours de la période de référence. / ***Licenciements*** : concernent les salariés ayant une date de rupture du contrat de travail (CDI ou CDD) dans la période de référence.

Bénéficiaires

Hausse modérée du nombre de bénéficiaires

Amorcée à la fin du 1er trimestre 2012, l'évolution à la hausse du nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS sur 12 mois glissants se poursuit : +3,0% au 31 décembre 2013 contre +0,6% au 30 septembre 2013 et +2,9% au 30 juin 2013.

Licenciements

Le nombre de licenciements dans les affaires AGS est en augmentation de +6,2% sur 12 mois glissants à fin septembre 2013.